

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 3 septembre 2014

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

20 2014.RRGR.11109 Motion 027-2014 PS-JS-PSA (Müller, Langenthal) Aide sociale matérielle et prestations complémentaires: adaptation des loyers au taux de référence

N° de l'intervention: 027-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.01.2014
Déposée par: PS-JS-PSA (Müller, Langenthal) (porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 870/2014 du 24.06.2014
Direction: SAP

Aide sociale matérielle et prestations complémentaires: adaptation des loyers au taux de référence

Le Conseil-exécutif est chargé de créer les bases légales et, si nécessaire, d'entreprendre d'autres mesures pour que :

1. les loyers financés par le canton par le biais de l'aide sociale matérielle soient adaptés au taux de référence ;
2. les loyers financés par le canton par le biais des prestations complémentaires soient adaptés au taux de référence ;
3. les économies d'environ 2 ou 3 pour cent des loyers bruts réalisées par l'adaptation au taux de référence soient déduites des coupes de 10 pour cent réclamées par la motion 260-2012 « Réduction des coûts de l'aide sociale » que le Grand Conseil a adoptée le 5 septembre 2013.

Développement

Le taux de référence appliqué pour l'adaptation des loyers a une nouvelle fois baissé puisqu'il se monte désormais à 2 pour cent. De nombreux locataires ont dès lors droit à une baisse de leur loyer. Les bailleurs devraient normalement adapter automatiquement les loyers, mais en pratique, il faut le plus souvent que les locataires fassent une demande.

Compte tenu de la nécessité pour lui d'économiser, le canton a tout intérêt à ce que les loyers qu'il cofinance par le biais des prestations complémentaires ou de l'aide sociale soient adaptés. L'an dernier, quand le taux de référence se situait à 2,25 pour cent, la ville de Langenthal a ainsi réclamé la baisse des 425 loyers des bénéficiaires de l'aide sociale en leur adressant une directive. Elle va ainsi économiser au moins 100 000 francs par an au profit de la péréquation financière et de la compensation des charges, ce qui correspond à environ 2 pour cent des loyers bruts financés par l'aide sociale matérielle. Le canton de Berne pourrait ainsi économiser au moins 2 ou 3 millions de francs par an en procédant de la sorte et en combinant la mesure avec les possibilités d'économie sur les prestations complémentaires, compte tenu du fait que le taux de référence a encore baissé. Il est difficile de donner des chiffres précis car on ne sait pas combien de services sociaux et de bénéficiaires de prestations complémentaires ont déjà exploité cette possibilité de faire des économies. La situation devra être clarifiée dans le cadre de la mise en œuvre de la motion. En vertu de l'article 8c, alinéa 1, lettre e de la loi sur l'aide sociale, les bailleurs louant des logements à des personnes percevant ou sollicitant des prestations d'aide sociale sont tenus de fournir des informations aux services sociaux, ces derniers ayant donc le droit d'obtenir ces informations. Cette disposition devrait être adaptée pour que les bailleurs appliquent automatiquement le taux de référence à l'adaptation des loyers ou pour que les locataires puissent déposer une demande.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion souligne à juste titre l'intérêt des pouvoirs publics à ne pas maintenir à un niveau inutilement élevé les loyers des bénéficiaires de prestations d'aide sociale ou de prestations complémentaires (PC) et à rappeler les bailleurs à leur devoir. Mais la création de bases légales impliquée par sa mise en œuvre pose une série de questions de nature juridique et financière, lesquelles requièrent un examen attentif et une approche différenciée.

1. Appréciation juridique

1.1 Droit privé

Le rapport juridique établi entre le bénéficiaire de l'aide sociale ou de PC et le bailleur relève du droit privé. La compétence de légiférer en droit civil, et donc en matière de baux et loyers, appartient exclusivement à la Confédération, si bien qu'il n'est pas possible de créer les dispositions relevant du droit du bail souhaitées par le motionnaire, ni d'obliger directement le bailleur à procéder automatiquement à une adaptation de loyer si les conditions définies sont réunies.

1.2 Droit de l'aide sociale et des prestations complémentaires

Il n'existe entre le service social ou l'agence AVS et le bailleur aucun rapport de droit public ou de droit privé impliquant des droits et des obligations réciproques. Les propriétaires de logements loués à des personnes percevant ou sollicitant des prestations d'aide sociale sont uniquement tenus d'informer les services sociaux compétents, lorsque l'exécution de la législation sur l'aide sociale l'exige. Le service social peut ainsi s'enquérir du montant du loyer et de sa base de calcul auprès du bailleur. Mais il n'y a pas de lien juridique entre le bailleur et le service social allant au-delà de cette obligation à caractère unilatéral. Et le bailleur n'a pas à respecter un tel devoir d'information envers l'agence AVS. Les bénéficiaires de l'aide sociale ou de PC et les services sociaux ou les agences AVS en charge du dossier sont en revanche liés par un rapport juridique de droit public. Leurs droits et obligations réciproques sont régis par la loi sur l'aide sociale du canton de Berne et par la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC). Le service social compétent a d'ores et déjà la possibilité d'enjoindre aux bénéficiaires de l'aide sociale de demander une réduction de loyer auprès de leur bailleur en cas de baisse significative du taux de référence. Les agences AVS ne peuvent pour leur part que signaler la chose.

1.3 Mise en œuvre juridique

Dans ce contexte, l'introduction d'autres dispositions légales dans le droit de l'aide sociale ou des prestations complémentaires en application de la motion apparaît soit inutile au vu des instruments existants, soit impossible dans la mesure où il s'agit du droit fédéral. Par ailleurs, aucune base légale n'oblige les locataires à informer les bailleurs de la perception de prestations d'aide sociale ou de PC. Si tel était le cas, il faudrait s'attendre à ce que certains de ceux-ci refusent de louer leurs objets à des personnes qu'ils savent dépendantes de l'aide sociale ou de PC, d'où un handicap supplémentaire pour ces dernières sur le marché du logement.

2. Appréciation financière

2.1 Charge administrative

Nombre de bénéficiaires de l'aide sociale ou de PC doivent se faire aider – pour des problèmes de langue, de santé ou de méconnaissance de la procédure – pour faire valoir leur droit à une adaptation de loyer en cas de baisse du taux de référence. Ils ont besoin d'un soutien spécialisé pour tout ou partie des démarches, que ce soit pour demander, remplir ou envoyer un formulaire, pour réunir les pièces à joindre au dossier, pour négocier avec le bailleur ou la chambre d'arbitrage, pour formuler et déposer une plainte ou encore pour trouver un avocat et financer la représentation juridique. C'est aux services sociaux, aux agences AVS ou à un service spécialisé tel que l'autorité de conciliation qu'il incomberait d'assurer ce soutien.

2.2 Conséquences financières

2.2.1 Aide sociale

En l'état actuel des connaissances, il n'est pas possible de procéder à une estimation fiable des coûts. La commune de Langenthal évalue les économies réalisées à 100 000 francs. Il y aurait

cependant lieu de mettre ce gain en balance avec les charges de personnel supplémentaires. De même s'agit-il de considérer qu'en cas de hausse des taux de référence, les bailleurs seront plus vite enclins à relever les loyers qu'ils ne le seraient si les locataires n'avaient pas précédemment exigé une réduction.

2.2.2 Prestations complémentaires

Il convient de noter que, dans ce domaine, les dépenses reconnues ne comprennent pas forcément l'intégralité du loyer. Le maximum, fixé à l'article 10, alinéa 1 LPC, se monte à 1100 francs par mois pour une personne seule et à 1250 francs pour un couple (charges comprises). Beaucoup de bénéficiaires paient un loyer supérieur et assument la différence eux-mêmes. L'adaptation du loyer au taux de référence aurait donc une influence sur les finances cantonales moins importante dans le secteur des PC que dans celui de l'aide sociale.

3. Situation dans le domaine de l'aide sociale

3.1 Expériences communales

Plusieurs services sociaux du canton de Berne (Aarberg, Langenthal, Lyss, Münchenbuchsee, Nidau) ont invité en 2012 et 2013 leurs bénéficiaires de l'aide sociale à faire valoir leur droit à un ajustement du loyer en cas de baisse du taux de référence. Si les services qui ont systématiquement demandé une adaptation de loyer confirment que la démarche leur a coûté au départ un important travail administratif, ils soulignent aussi que le jeu en a doublement valu la chandelle, dès lors qu'il leur a valu des économies et leur a permis en outre d'établir une procédure bien rodée pour toutes les nouvelles inscriptions.

3.2 Projet de service de contrôle des locations à Bienne

La ville de Bienne veut lancer un projet destiné à aider les bénéficiaires de l'aide sociale à faire valoir leurs droits en matière de baux et loyers. Ce projet permettrait de réunir des expériences et de tirer des enseignements, y compris en lien avec le sujet de la présente motion.

4. Situation dans le domaine des prestations complémentaires

La Caisse de compensation du canton de Berne, en charge des prestations complémentaires, a déjà pris plusieurs mesures pour informer les bénéficiaires de la possibilité de demander l'adaptation de leur loyer au taux de référence. Elle met ainsi à leur disposition une lettre type et une marche à suivre.

Lors de séances d'information, les agences AVS, en contact direct avec les bénéficiaires, ont par ailleurs été invitées à leur signaler leur droit de solliciter une baisse de loyer.

5. Synthèse

Le Conseil-exécutif est conscient de l'intérêt des pouvoirs publics à réduire les frais de loyer qui est mis en avant dans la motion. Il convient d'encourager plus systématiquement l'adaptation des loyers des bénéficiaires de l'aide sociale ou de PC au taux de référence. Les services sociaux et les agences AVS n'ont pas de moyen d'action direct au plan juridique. Mais ils peuvent indirectement œuvrer en ce sens en informant les personnes concernées, en les conseillant et en les représentant. Les mesures en cours dans les deux domaines sont à poursuivre et à renforcer lorsque nécessaire.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif estime judicieux de vérifier s'il serait opportun d'enjoindre les 68 services sociaux bernois à rechercher systématiquement un ajustement des loyers au taux de référence. Il faudra pour ce faire tenir compte des possibilités légales actuelles et des spécificités communales. La SAP prendra aussi en considération le projet biennois de contrôle des locations.

Le Conseil-exécutif propose d'adopter la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire n° 20, motion du PS-JS-PSA, Aide sociale matérielle et prestations complémentaires: adaptation des loyers au taux de référence. M. Müller a la parole.

Reto Müller, Langenthal (PS). Ich wandle meine Motion gleich zu Beginn in ein Postulat um. Dies, weil ich die in der regierungsrätlichen Antwort erwähnte Schwierigkeit der Umsetzung des Anliegens per Motion nachvollziehen kann. Für die bereits erfolgten, fundierten Abklärungen danke ich Ihnen sehr! Aus meiner Sicht bedarf es keiner weiteren Prüfung. Ich werde aber den Regierungsrat am Schluss darum bitten, die in seiner Kompetenz liegenden Entscheidungen in dieser Sache zu fällen, damit es auch wirklich vorwärts geht. Durch die Umwandlung in ein Postulat scheint im Vorfeld nur noch Ziffer 3 des Vorstosses umstritten zu sein. Wir werden vielleicht noch etwas darüber hören. Zudem werde ich auch unsere Haltung in Bezug auf Ziffer 3 bekanntgeben. Zu den Wohnkosten kamen im Jahr 2012 bei der wirtschaftlichen Sozialhilfe 26 Prozent an Nettoaufwendungen hinzu. Demzufolge fällt ein Viertel der Kosten der Sozialhilfe im Kanton Bern bei den Mieten der Beziehenden an. Aufgrund des anhaltend tiefen Referenzzinssatzes haben wir in Langenthal bereits im Jahr 2012 eine Anpassung vorgenommen. Auf den damaligen Verlauf gehe ich nicht näher ein. In der heutigen «Berner Zeitung» ist ein Bericht mit dem etwas reisserischen Titel «Wie die Sozialhilfe Millionen sparen könnte» abgedruckt. Im Grundsatz entspricht dies effektiv den Tatsachen. Der Referenzzinssatz befindet sich seit zweieinhalb Jahren auf einem dauerhaft tiefen Niveau. Weshalb nur 17 Prozent der Bevölkerung sich die Mühe gemacht haben, die Mieten entsprechend anpassen zu lassen, ist mir ein Rätsel. An dieser Stelle möchte ich auch lobend erwähnen, dass zum Beispiel die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und die Wohnbaugenossenschaften in Langenthal sowie die meisten Pensionskassen die Mietzinse automatisch dem Referenzzinssatz angepasst haben, so wie es eigentlich im Mietrecht vorgesehen ist.

Ich teile die Auffassung der regierungsrätlichen Antwort auch dahingehend, dass es für eine Um- bzw. Durchsetzung des Mietrechts für unsere Klientinnen und Klienten wirklich Unterstützung bedarf. Die betroffenen Leute sind im Normalfall zu schwach, um sich durchzusetzen und zu ihrem Recht zu kommen. Folglich mussten sie die entsprechenden Briefe bei uns auf der Gemeinde unterschreiben; diese haben wir danach verschickt. Was den Datenschutz anbelangt, so war nicht ersichtlich, dass die Schreiben vom Sozialamt stammten. Manchmal ist die Einhaltung des Datenschutzes schwierig. (*La présidente agite sa cloche.*) Denn in der Regel werden die meisten Mieten direkt vom Sozialamt an den jeweiligen Vermieter überwiesen. Sie haben gesehen, wohin unsere Eingaben geführt haben. Für die paar wenigen umstrittenen Fällen mussten wir einen Rechtsbeistand hinzuziehen. In unserem Fall war dies Frau Grossrätin Katrin Zumstein. Sie wird selber noch darauf eintreten, weshalb ich sie auch nennen darf. Ihr Einsatz hat uns 15 000 Franken gekostet. Diesbezüglich sollte aus meiner Sicht auch die praktische Umsetzung des Postulats für diejenigen Gemeinden greifen, welche die Anpassung der Mieten für ihre Sozialhilfebeziehenden fordern. Zum einen hatten wir aufgrund der Beauftragung der Rechtsanwältin Aufwände im administrativen Bereich. Diese konnten wir durch die normalen Aufwendungen decken. Zum anderen fiel das Anwaltshonorar von Frau Zumstein an, welches wir zulasten der Stadt Langenthal unter «Honorare Dritter» verbuchen mussten. Dies, obwohl wir mit besagtem Vorgehen für den Lastenausgleich im Kanton Bern 8500 Franken pro Monat bzw. 100 000 Franken pro Jahr einsparen konnten. Wir haben dieses Geld somit allen anderen den Lastenausgleich mittragenden Gemeinden geschenkt – bitte, gerne geschehen! Aus unserer Sicht könnte der Kanton ein Anreizsystem für diejenigen Gemeinden oder Sozialdienste schaffen, welche die Anpassungen vornehmen. Auch wir würden eine nachträgliche Rückerstattung der Anwaltskosten in diesem Fall annehmen. Nur, damit dies noch gesagt ist! Besten Dank! – Herr Perrenoud hat schon genickt.

Ich würde es begrüßen, wenn Sie die Motion – jetzt in Form eines Postulats – unterstützen könnten. Somit könnte seitens des Kantons eine Verpflichtung zwecks Durchführung einer systematischen Angleichung oder Kontrolle der Mietverhältnisse in allen 68 bernischen Sozialdiensten vorgegeben werden. Die Einsparungen werden grösser sein als andere administrative Aufwände wie zum Beispiel das jährliche Umbuchen in die jeweils günstigsten Krankenversicherungen. Letzteres ist administrativ viel aufwändiger und bringt viel geringere Einsparungen. Ich bin ebenfalls sehr damit einverstanden, die Erfahrungen der Mietfachstelle Biel in die Prüfung von künftigen Lösungen für die Sozialdienste einfließen zu lassen.

Nun zu Ziffer 3. In dieser geht es um die Wurst bzw. darum, ob man eine Anrechnung gemäss der überwiesenen Motion «Kostenoptimierung bei der Sozialhilfe» vornehmen kann. Diese forderte, bei

den Sozialhilfekosten 10 Prozent einzusparen. Ich habe Ziffer 3 erst im Januar, kurz vor Einreichen des Vorstosses ergänzt. Im letzten Jahr haben wir mit den Sparmassnahmen beschlossen, unter anderem bei den Integrationszulagen der Sozialhilfebeziehenden zu sparen. In der Folge haben wir im vergangenen Dezember seitens der Gemeinde Langenthal einen Brief an diejenigen verschickt, welche Integrationszulagen erhalten haben und ihnen mitgeteilt, dass sie nicht mehr 300 Franken, sondern nur noch 100 Franken erhalten werden. Ich habe etliche Reaktionen erhalten, unter anderem von Lernenden, von Gymnasiastinnen und Gymnasiasten, von Studierenden, von Alleinerziehenden und auch von arbeitenden Sozialhilfebeziehenden. Letztere konnten nicht verstehen, weshalb gerade sie, die sich bemühen und arbeiten, eine Kürzung von 300 auf 100 Franken hinnehmen müssen. Aus meiner Sicht hat diese Kürzung der Integrationszulage absolut die falschen Sozialhilfebeziehenden getroffen. Zwar können wir dies heute nicht rückgängig machen. Hinzu kommt, dass es derzeit auch von niemandem verlangt wird. Allerdings haben wir wirklich bei denjenigen Sozialhilfebeziehenden gespart, welche arbeiten oder eine Ausbildung absolvieren, um somit die Voraussetzungen zu schaffen, den Teufelskreis der Sozialhilfe zu durchbrechen.

Ueli Studer hat mit seiner Motion gefordert, das kantonale Sozialhilfegesetz (SHG) dergestalt anzupassen, dass die Sozialhilfe beim Grundbedarf, bei den situationsbedingten Leistungen und den Integrationszulagen um insgesamt 10 Prozent gekürzt wird. Ueli Studer, Sie haben damals auch gesagt, dass sie es der Regierung überlassen, in welchem der drei Bereiche gespart werden soll und dass dies nicht unbedingt beim Grundbedarf sein müsse. Das ist relativ schwierig umzusetzen. Ich habe einen Kuchen, welcher die Nettoaufwendungen des Jahres 2012 der wirtschaftlichen Sozialhilfe des Kantons Bern mit insgesamt 442 Mio. Franken enthält. 33 Prozent entsprechen dem Grundbedarf... (*La présidente demande à l'orateur de conclure, son temps de parole étant déjà dépassé.*) Ich schliesse mein Votum, pas de problème!

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Wie Sie vornhin von Reto Müller gehört haben, habe ich damalige Sozialhilfeempfängerinnen und -empfänger vor der Schlichtungsbehörde in Burgdorf vertreten. Dabei ging es um nicht von den Vermietern gewährte Mietzinsherabsetzungen. Der Gang an die Schlichtungsbehörde war für die Mieter und Mieterinnen aus verschiedenen Gründen mehrheitlich nicht erstrebenswert. Sie mussten diesen Schritt auf Geheiss des Sozialamts tun, wenn dieses die Herabsetzung des Mietzinses verlangte. Dies war für die betreffenden Leute unangenehm, zumal sie sich zum Teil gut mit ihren Vermietern verstanden und dem Zusammentreffen vor der Schlichtungsstelle nicht unbedingt erfreut entgegengeblickt haben. Weil es sich um eine fixe Ausgabe handelt, spüren sie letztendlich selber nichts von einer Herabsetzung des Mietzinses. Dieses Vorgehen des Sozialamts warf damals grosse Wellen. Es wurden mehrere Zeitungsberichte darüber geschrieben, und – zu meinem Erstaunen – lagen die Sympathien seitens der Öffentlichkeit bei den Vermietern und den Sozialhilfeempfängern, aber sicher nicht beim Sozialamt. So hiess es etwa, der Aufwand, um die zum Teil geringen Herabsetzungen zu verlangen, sei unverhältnismässig. Weiter wurde gesagt, dass man als Vermieter unter diesen Voraussetzungen in Zukunft keine Sozialhilfeempfänger mehr als Mieter und Mieterinnen nehmen wolle. Auch ich persönlich wurde heftig dafür kritisiert, überhaupt eine solche Sache zu vertreten. Ich habe dann erklärt, dass es für mich grundsätzlich selbstverständlich ist, mich dafür einzusetzen. Dies einerseits, weil das Bundesrecht entsprechende Anpassungen der Mietzinse vorsieht, andererseits, weil die Mieten der Sozialhilfebeziehenden mit unseren Steuergeldern bezahlt werden. Dennoch ist mir bewusst, dass es zahlreiche Vermieter gibt, die den Fünfer gerade sein lassen. Ein solches Vorgehen von Seiten der Sozialämter dürfte sich also in Zukunft eher nachteilig auswirken, dahingehend, dass eine erneute Erhöhung des Referenzzinssatzes gleich an die Mieter weitergegeben wird.

Beschliesst aber ein Sozialamt, Herabsetzungen zu verlangen, muss bei allen Vermietern genau gleich vorgegangen werden. Ermessen und Sympathie sind in diesem Fall absolut nicht gefragt. Wir alle in diesem Saal verlangen im Bereich der fürsorgerischen Unterstützung eine sehr hohe Professionalität. Deshalb sind wir – auch im Bereich der Mietzinse, in welche ein Grossteil der Unterstützung einfließt – auf ein hochprofessionelles Vorgehen angewiesen. Die FDP unterstützt nebst den Ziffern 1 und 2, zu welchen ich nun Stellung genommen habe, auch Ziffer 3 in Form eines Postulats. Dort sehen wir nicht nur einen Anreiz für die Gemeinden, sondern ebenso für die Sozialhilfeempfänger selber. Diese erhalten so den Anreiz, allenfalls selber eine Mietzinsherabsetzung zu beantragen. Die technische Umsetzung – darüber habe ich mir gewisse

Gedanken gemacht – wird sich indes sehr schwierig gestalten. Nichtsdestotrotz ist eine Überprüfung möglich. Die FDP unterstützt alle drei Ziffern des Vorstosses in Form eines Postulats.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Werter Reto Müller, die SVP-Fraktion anerkennt das Anliegen Ihrer Motion, zielt sie doch auf die Kostenoptimierung bei der Sozialhilfe ab. Allerdings denken wir, dass der Aufwand bei den Sozialdiensten nicht zu unterschätzen ist. Deshalb sollte man sich zurückerinnern, dass wir die Stellenprozente der Administrativmitarbeiterinnen der Sozialarbeiter erhöht haben. Dies geschah nicht nur aufgrund von Mehrarbeit, sondern auch als Folge der in Bezug auf die Qualität gemachten Auflagen. Die Sozialdienste Mietzinsreduktionen einfordern zu lassen, verursacht einen zusätzlichen Aufwand. Insofern bin ich nicht sicher, ob wir deshalb nicht wieder aus Ihrer Richtung eine Forderung nach mehr Stellenprozenten erhalten werden. In diesem Zusammenhang kommt mein altes Anliegen, die Sozialdienste umzubauen, wieder zu Sprache. Dennoch sollen die Sozialarbeiterinnen und Sozialarbeiter tatsächlich ihre Beratungen durchführen. Für versicherungstechnische und mietrechtliche Themen sollten jedoch Fachleute eingesetzt werden. Diesbezüglich kann ich mir durchaus eine Optimierung vorstellen. Ich halte die Antwort des Regierungsrats für sachlich und richtig. Deshalb verlangt die SVP-Fraktion, punktweise abzustimmen. Reto Müller, wir werden Ihr Postulat in zwei Punkten, unter folgender Bedingung, überweisen: Die GEF soll keinen grossen Aufwand haben, um das Postulat zu beantworten. Die Beantwortung soll im Rahmen der Revision des SHG erfolgen. Ich glaube, die GEF hat andere Aufgaben, als eine Postulatsantwort zu verfassen. Vielleicht kann der Fürsorgedirektor noch Stellung dazu nehmen. Ziffer 3 lehnen wir sowohl in Motions- wie auch in Postulatsform ab. Wie Sie selber gesagt haben, trägt meine damalige Motion einen anderen Titel. Ich habe klar signalisiert, dass ich offen bin und die Diskussion mit der Verwaltung führen möchte. Reto Müller, diese Diskussion hat aber noch nicht stattgefunden. Solange diese nicht stattgefunden hat, bin ich nicht dafür, mein Motionsanliegen in ein Postulat zu integrieren. So hätte ich nämlich weniger Handlungsspielraum. Aus diesem Grund wird die SVP-Fraktion Ziffer 3 ablehnen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Wer sollte dagegen sein, wenn wir es schaffen, mit diesem Postulat Geld bei den Sozialhilfeempfängern zu sparen? Ich bin mir allerdings nicht sicher, ob sich dies de facto in der Praxis bewahrheiten wird. Wir sollten uns nichts vormachen: Der Markt steht sozial randständigen Leute nicht offen. Wenn ich sehe, wie viele meiner 210 Patienten in Wohnungen oder begleitet wohnen, dann muss ich sagen: Wer denkt, dass Suchtpatienten ganz einfach zu einer Mietwohnung kommen, irrt sich. Was dieses Segment anbelangt, wissen wir schon längst, dass wir unter Umständen – auch mit diesem rechtlichen Vorgehen – erfolgreich wären, allerdings nur für kurze Zeit. Denn diese Patienten sind nicht immer sehr einfach und wohnpfleglich. Unter Umständen stehen sie aus anderen Gründen sehr rasch wieder auf der Strasse. Wer meint, auf diese Weise viel Geld sparen zu können, irrt. Dies, weil ein grosser Teil der Leute nicht immer zu 100 Prozent über die so genannte Wohnkompetenz verfügt. Deshalb wird man nicht knallhart das Messer ansetzen können, um zu sagen, dass die Vermieter von Rechts wegen die Mietzinse gefälligst zu reduzieren haben. Dies auch aus dem Grund, dass die randständigen Leute, insbesondere in der Stadt Bern, meistens schon längst in ohnehin bereits preisgünstigen Wohnungen leben. Ich erinnere auch daran, dass wir vor ein paar Jahren beschlossen haben, gleich vorzugehen, wie bei den Krankenkassen: Demzufolge müsste jeder Sozialhilfeempfänger neu alle sechs Monate daraufhin überprüft werden, ob er bei einer der billigsten Krankenkassen versichert ist; wenn nicht, müsste diese gewechselt werden. Wir sind relativ rasch auf den Mund gefallen, als wir feststellten, welchen immensen Aufwand eine sechsmonatliche Überprüfung auf die billigste Krankenkasse verursacht. Dieser Aufwand wurde auch bei uns derart exorbitant, dass die sechsmonatliche Überprüfung rasch zugunsten einer höchstens einmal jährlichen Überprüfung aufgegeben werden musste. Damit will ich nur sagen, dass wir uns manchmal für genial halten, aber die Realität eine andere ist. Aus diesem Grund ist auch unsere Fraktion nur dann zur Überweisung des Postulats bereit, wenn dieses pragmatisch umgesetzt wird. Diese Möglichkeit hat mir der Generalsekretär eben bestätigt. Wir wollen keine neuen Berichte erhalten, sondern die jetzigen Pilotprojekte auswerten und – sofern sinnvoll – die neuen Erfahrungen in die laufende SHG-Revision einfliessen lassen. Nicht mehr und nicht weniger soll geschehen. In diesem Sinn spricht sich die glp-Fraktion für eine Überweisung des Postulats aus.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion kann die Argumentation des Regierungsrats nachvollziehen. Zudem haben wir auch mit Organisationen, die sich um EL- oder

Sozialhilfebeziehende kümmern, Kontakt aufgenommen. Daher unterstützen wir den von Reto Müller in ein Postulat umgewandelten Vorstoss. Die Ausführungen zeigen deutlich, dass im Bereich der Mieten ein echtes Sparpotential vorhanden wäre. Dieses könnte genutzt werden, würden die Vermieter bei Senkungen des Referenzzinssatzes die Mieten automatisch senken. Man muss sich ebenso bewusst sein, dass die Mieten bei steigendem Referenzzinssatz auch wieder ansteigen würden. Die vom Regierungsrat formulierten rechtlichen Bedenken gilt es tatsächlich zu beachten. Wir haben verschiedene Gesetzesebenen und -bestimmungen, welche zu beachten sind; diese stehen aber teilweise im Widerspruch zu einander oder sind kantonal nicht beeinflussbar. Im Schweizerischen Zivilgesetzbuch (ZGB) wird das Vertragsverhältnis zwischen Vermieter und Mieter geregelt, daneben bestehen das Bundesgesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (ELG) sowie das kantonale Sozialhilfegesetz (SHG), welches einerseits Auskunftspflichten regelt, andererseits aber auch das Sozialhilfegeheimnis festlegt. Unter den Vermietern gibt es sowohl schwarze als auch weisse Schafe: Es gibt soziale Vermieter, welche Bedürftigen günstigen Wohnraum zur Verfügung stellen. Diese müssten in Zukunft die Mietzinsreserve klar im Mietvertrag deklarieren. Andere Vermieter nutzen hingegen die Mietzinslimiten der Sozialdienste schamlos aus, ohne angemessen für den Unterhalt der Wohnungen zu sorgen. Wie wir wissen, ist der Wohnraum – gerade für Sozialhilfe- und EL-Beziehende – knapp. Der Staat ist schliesslich ein zuverlässiger, regelmässiger Zahler. Deshalb werden wir das Projekt der Mietfachstelle Biel mit Interesse verfolgen. Dieses halten wir für eine gute Idee und hoffen, dass es zustande kommt.

Über den administrativen Aufwand haben wir heute bereits etwas gehört: AHV-Zweigstellen und Sozialdienste werden mit der Umsetzung dieser Forderung sicherlich zusätzlich belastet. Viele Kunden der AHV-Zweigstellen oder Klienten von den Sozialdiensten wären bei der Durchsetzung ihrer Ansprüche auf Mietzinsreduktion auf Hilfe oder sogar auf rechtliche Unterstützung durch die Schlichtungsbehörde angewiesen. Aus persönlicher Erfahrung weiss ich, dass dieses Prozedere nicht ganz einfach ist und ein gewisses Know-how erfordert. Bei den Sozialdiensten gibt es einige Beispiele, welche aufzeigen, dass sich die Erfüllung von Vorgaben des Kantons sehr aufwändig gestaltet. Das Beispiel der Krankenversicherungen ist bereits erwähnt worden. Ein weiteres Beispiel ist die Geltendmachung von Familienzulagen, bei welchen es um eine Umlagerung von der einen zur anderen Kasse geht. Es macht also Sinn, wenn der Regierungsrat die vorhandenen Möglichkeiten und finanziellen Auswirkungen sowie den administrativen Aufwand noch einmal genau überprüft und dann sinnvolle Massnahmen vorschlägt. Dass allfällige Kosteneinsparungen der Motion «Kostenoptimierung bei der Sozialhilfe» angerechnet werden sollen, scheint uns eigentlich logisch. Denn genau darum geht es bei dieser Forderung, nämlich um die Optimierung der Kosten bei der Sozialhilfe. Hier geht es konkret um Mietzinskosten, welche Bestandteil der Sozialhilfekosten sind. Ueli Studer, Ihre Motion wäre bereits mit dem Titel gänzlich erfüllt.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD). Ich fasse mich kurz: Die BDP-Fraktion anerkennt das Grundanliegen des Motionärs, teilt aber auch die Überlegungen der Regierung. Auch wurde bereits vieles von den Vorrednern erwähnt, welchem die BDP beipflichten kann. Die BDP-Fraktion ist froh, dass die Motion in ein Postulat umgewandelt worden ist. Dieser Prüfungsauftrag bietet der Regierung die Möglichkeit, die verschiedenen Knackpunkte zu klären. Aus diesem Grund wird die BDP alle drei Ziffern einstimmig als Postulat unterstützen.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Auch die EVP-Fraktion stimmt allen drei Ziffern des Postulats zu. Wir sind der Überzeugung, dass Handlungsbedarf besteht. Dieser besteht mindestens im gleichen Ausmass wie bei den Krankenkassen. So müssen die Sozialhilfebeziehenden jährlich zu einer der zehn billigsten Krankenkassen wechseln, was einen nicht zu verachtenden Verwaltungsaufwand generiert. In der Begründung zeigt uns das Beispiel aus Langenthal deutlich, wie viel gespart werden kann, wenn Massnahmen ergriffen werden, um die Mietzinse dort nach unten zu korrigieren, wo die Vermieter zu Unrecht zu hohe Mieten verlangen. Weil die Umsetzung rechtlich und organisatorisch noch ein paar Unklarheiten aufweist, sind wir wie der Regierungsrat der Meinung, dass ein Postulat die richtige Form ist. Es ist notwendig, abzuklären, in welcher direkten oder indirekten Form der Kanton Bern seine Einflussmöglichkeiten geltend machen kann. Wir unterstützen auch Ziffer 3 des Postulats. Diesbezüglich schliesse ich mich der Argumentation von Andrea Lüthi an. Die Fraktion EVP hat die Motion Studer damals abgelehnt. Wir würden es sehr begrüßen, wenn die eingesparten Gelder aus dieser Forderung, nämlich die 10-prozentige

Kürzung der Sozialhilfe, hier angerechnet werden könnten. Die Fraktion EVP beantragt Ihnen, alle drei Ziffern dieses Vorstosses als Postulat zu überweisen.

La présidente. M. Brönnimann vous avez la parole à titre d'intervenant personnel.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich erlaube mir, ein Votum aus Gemeindesicht zu halten. In Köniz läuft derzeit ein Pilotversuch. In diesem Rahmen klären wir 100 Dossiers ab. Die Stossrichtung ist die gleiche, wie sie der Motionär bzw. der Postulant fordert. Grossrat Studer hat zu Recht gesagt, dass man Fragen bezüglich Aufwand und Ertrag stellen könne. Diese Fragen haben wir uns in unserer grossen Gemeinden auch gestellt. Natürlich kann man auch sonst gewisse Grundsatzfragen aufwerfen. Einerseits haben wir in Köniz noch die heutige Debatte abwarten wollen. Andererseits stellen sich Timing-Fragen. Der Referenzzinssatz ist in den letzten Jahren immer gesunken. Nun hat man ihn auf dem gleichen Niveau belassen, wobei eine weitere Senkung um einen Viertel möglich ist. Die Senkungen werden ja jeweils auf Viertel gerundet. Nach der aktuellen Zinstendenz könnte eine weitere Senkung möglich sein.

Der nicht unbeträchtliche Aufwand wurde bereits angesprochen. Deshalb kann diese Prüfung nicht alle sechs Monate erfolgen, da dies unverhältnismässig wäre. Unsere Überlegung war, mit Blick auf das Timing, den tiefsten Zeitpunkt zu erwischen. Ebenfalls erwähnt wurde, dass sich gerade aus Sicht einer grösseren Gemeinde die Frage des Anreizes stellt. Es kann nicht sein, dass wir den Aufwand auf uns nehmen, um – überspitzt gesagt – «nur» den Kanton zu entlasten, damit dann alles im Lastenausgleich verpufft. Dieses Problem stellt sich auch in anderen Bereichen. So sind wir zum Beispiel in Köniz der Meinung, dass wir im Beriech der Inkassohilfe eine vorbildliche Rolle einnehmen und etwas leisten. Auch dort stellt sich die Frage, was wir davon haben. Deshalb muss die Grundsatzfrage nach den Anreizen gestellt werden. Aus meiner Sicht gibt es ein weiteres wichtiges Argument, welches auf Kantonsebene geklärt werden sollte, nämlich das Argument der Rechtsstaatlichkeit. Klar, jede Gemeinde kann die Mietzinsreduktionen gestützt auf Bundesrecht einfordern. Trotzdem empfinde ich es als stossend, wenn es einzelne Gemeinden tun, andere hingegen nicht. Dies führt doch zu einer faktischen Ungleichbehandlung der Vermieter, was ungut ist. Als Gemeindevertreter haben wir es ein Stück weit in der Hand. Da diese Debatte nun geführt wurde, steht das Thema inzwischen sicher auf der Agenda jeder politischen Gemeinde. Deshalb erhoffe ich mir persönlich, dass alle Gemeinden mitziehen werden. Damit profitieren wir davon, einmal das historische Ereignis zurückgehender Lastenausgleichszahlen zu erleben.

La présidente. En tant qu'intervenant à titre personnel, M. le conseiller d'Etat.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je ne serai pas long. Je remercie les différents intervenants. Pour moi, c'est un vrai souci cette question d'adaptation des loyers. J'ai parfois eu l'impression que nous avons des abus de l'aide sociale, non pas par les bénéficiaires de l'aide sociale, mais par les propriétaires. Cela me paraît très clair, quand je vois le prix auquel sont loués certains taudis parce que les locataires sont à l'aide sociale, c'est un peu honteux. Donc je suis convaincu qu'il y a quand même de quoi faire ici. La question a été posée, mais on ne va pas quand même faire un énorme travail et «es Büro uftue», comme on le dit en allemand. Je crois que la notion de postulat est juste. On est ici en train de faire une expérience à Bienne, et c'est aussi pour cela que nous avons proposé de prendre cela comme postulat, parce qu'on est limité au niveau juridique: on va prendre les expériences qui sont faites à Bienne avec le projet qui est lancé pour voir ce qu'on peut mettre dans la loi qui arriverait en 2017. Il est aussi juste que l'on ait une équité de traitement pour toutes les communes dans le canton, qu'il n'y ait pas des communes qui aient des avantages et des inconvénients. C'est dans ce sens-là que je vous recommande d'accepter le postulat.

La présidente. M. Müller, vous avez la parole.

Reto Müller, Langenthal (PS). Frau Präsidentin, ich fasse mich so kurz es mir möglich ist. Ich danke Ihnen herzlich für die unterstützenden Voten aus fast allen Fraktionen zu den verschiedenen Punkten. Wenn man Aufwand und Ertrag anschaut – ich möchte zwar nicht das Gesagte wiederholen – ist der Aufwand für die Umbuchungen in die jeweils zehn günstigsten Krankenkassen verhältnismässig massiv höher als der Ertrag. Wie in meinem ersten Votum erwähnt, fordere ich keinen Bericht, sondern dass der Regierungsrat in seiner Kompetenz entscheidet, wie nach der

Prüfung in diesen Punkten weiter vorgegangen werden soll. Zu Ziffer 3: Dazu wollte ich sagen, dass es gar nicht möglich ist, im Sinne der Motion «Kostenoptimierung bei der Sozialhilfe» in den drei Bereichen zu sparen, ohne dabei den Grundbedarf zu tangieren. Ansonsten können Sie dies gerne noch bei mir nachschauen kommen. Die Motion heisst «Kostenoptimierung bei der Sozialhilfe». So ist es; ich werde es Ihnen noch erklären. Der Titel der Motion Studer entspricht genau dem, was wir wollen. Ich habe das Mietrecht nicht gemacht. Ich habe Verständnis dafür, dass sich die Vermieter zum Teil an den Forderungen stossen. Das Mietrecht gilt. Wir wollen nichts anderes, als eine Prüfung, inwieweit das Mietrecht im Kanton Bern im Bereich der Sozialhilfe in allen Gemeinden angewandt werden kann. Vielen Dank.

La présidente. Nous passons donc au vote. Le motionnaire a transformé sa motion en postulat et nous votons point par point. Ceux qui acceptent le point 1 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 142

Non 4

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté le point 1 de ce postulat. Nous allons passer au point 2. Ceux qui acceptent le point 2 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 140

Non 5

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce point 2. Nous allons passer au point 3. Ceux qui acceptent ce point 3 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 96

Non 51

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté ce point 3. Nous prenons congé de M. le conseiller d'Etat Perrenoud.